

Règlement de la consultation (R.C.)



Objet Affaire n° 2024009A00 :
**Fourniture de liaisons d'interconnexions et d'accès
à Internet**

Date et heure limites de réception des offres :
Le 29 mai 2024 à 20h00

Pouvoir adjudicateur :

Service départemental d'incendie
et de secours de la Drôme
235 Route de Montelier
26 000 Valence

Mode de consultation :

Accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents
passé selon un Appel d'Offres Ouvert Européen en application du code
de la commande publique et notamment ses articles R. 2124-1, R.
2124-2 1°, R. 2162-3 et R. 2161-2 à R. 2161-5

SOMMAIRE

1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1. MODE DE LA CONSULTATION.....	3
3.2. DÉCOMPOSITION EN LOTS	3
3.3. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	3
3.4. FORME DU CONTRAT.....	3
3.5. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	3
3.6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	3
3.7. VARIANTES	4
3.8. LANGUE DE RÉDACTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	4
3.9. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	4
4. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
5. MODALITÉS D'OBTENTION DES DOCUMENTS	4
6. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES.....	4
6.1. FORME DES CANDIDATURES.....	4
6.2. CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
6.2.1. <i>Pièces de la candidature</i>	5
6.2.2. <i>Pièces de l'offre</i>	5
7. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	5
7.1. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	5
7.2. CLASSEMENT DES FICHIERS	6
7.3. FORMAT DES FICHIERS.....	6
7.4. COPIE DE SAUVEGARDE.....	6
7.5. PRÉSENCE DE « PROGRAMME INFORMATIQUE MALVEILLANT »	7
8. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
8.1. CANDIDATURE	7
8.2. OFFRE	7
8.2.1. <i>Méthode d'analyse</i>	7
8.2.2. <i>Critères de notation des offres</i>	7
8.2.2.1. Méthode d'analyse du critère technique.....	8
8.2.2.2. Méthode d'analyse du critère prix	8
9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	8
10. VOIES DE RECOURS	9

1. Identification de l'acheteur

Service départemental d'incendie et de secours de la Drôme

235 Route de Montelier

26 000 Valence

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Drôme est désigné par le terme « pouvoir adjudicateur » dans les paragraphes qui suivent.

2. Objet de l'accord-cadre

Conformément à la réglementation, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Drôme (SDIS 26) remet en concurrence la fourniture des services suivants :

- L'architecture d'interconnexion de sites.
- L'accès à internet.

3. Conditions de la consultation

3.1. Mode de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est organisé en application notamment des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1°, R. 2162-3 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les candidats sont informés que la personne publique peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

3.2. Décomposition en lots

L'accord-cadre n'est pas alloti afin de permettre au pouvoir adjudicateur :

- De disposer d'un interlocuteur unique, responsable du bon fonctionnement de l'ensemble de son architecture. Ceci afin d'éviter de :
 - Déterminer l'origine d'une panne, parfois complexe à identifier.
 - Confronter plusieurs prestataires sur des parties de l'architecture communes à leurs prestations.
- D'optimiser les prix unitaires par la massification de la commande globale.

3.3. Nomenclature communautaire

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
64221000-1	72400000-4

3.4. Forme du contrat

En application des articles R 2162-2 alinéa 2, R. 2162-3 et R. 2162-4 du code de la commande publique, la présente consultation aboutira à un accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents mono-attributaire sans minimum et avec maximum.

Les montants maximums sont indiqués au chapitre 3.4 du CCAP.

3.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est précisée au chapitre 3.2 du CCAP.

3.7. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.8. Langue de rédaction des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres doivent être rédigées en langue française. Les pièces et documents produits par les opérateurs économiques candidats à l'attribution de l'accord-cadre sont rédigés en langue française.

Si les documents fournis par un opérateur économique ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagné d'une traduction en français.

3.9. Modification du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le dossier comprend :

- L'acte d'engagement.
- Le présent règlement de consultation (R.C).
- La grille d'analyse des offres.
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe
- Un BPU contractuel et un détail quantitatif estimatif non contractuel, à remplir par le candidat sans modification.
- Le guide de lecture à remplir par le candidat.

5. Modalités d'obtention des documents

Le Dossier de Consultation est téléchargeable gratuitement via la plateforme de dématérialisation : <http://www.marches-publics.info/acheteur/sdis26/>

6. Présentation des candidatures et offres

6.1. Forme des candidatures.

L'accord-cadre est conclu avec un opérateur économique unique ou un groupement.

Les opérateurs économiques ont la faculté de soumissionner sous forme de groupement conjoint ou solidaire conformément aux articles R. 2142-19, R. 2142-20 et R.2142-21 du code de la commande publique.

Sous peine d'irrecevabilité des candidatures :

- Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.
- Un même opérateur économique ne peut pas présenter sa candidature à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements quel qu'en soit sa forme.
- Un même opérateur économique ne peut pas présenter sa candidature en qualité de membre de plusieurs groupements.

6.2. Contenu des candidatures et des offres.

Les candidats ont à produire un dossier complet comprenant les pièces présentées dans les paragraphes 6.2.1 et 6.2.2 ci-après.

6.2.1. Pièces de la candidature

- Situation juridique :
 - Une lettre présentant la candidature accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants (DC1) ;
 - Si le candidat est en redressement judiciaire, il doit joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet permettant d'apprécier la poursuite de l'activité ;
 - Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir en application des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique ;
 - **Les candidats peuvent utiliser le DUME.** Il doit être rédigé en langue française.
- Capacité économique et financière :
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Capacités techniques et professionnelles :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;
 - Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

6.2.2. Pièces de l'offre

- L'acte d'engagement complété
- Le bordereau de prix unitaires complété qui renseigne automatiquement le détail quantitatif estimatif.
- **Le mémoire technique** en réponse aux attentes du CCTP.
- Le guide de lecture complété.
- Les catalogues de prix unitaires complémentaire du candidat, en vigueur à la date limite de remise des offres.
- Tout document complémentaire que le candidat juge utile.

Remarque : il n'est pas imposé aux candidats de signer leur offre. Seul l'attributaire sera invité à signer son offre. Pour signer électroniquement, l'acheteur préconise l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

7. Conditions de remise des offres

7.1. Caractéristiques principales

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidats doivent présenter leur candidature et leur offre par voie dématérialisée.

La transmission par voie électronique, des plis de candidature et d'offre, s'opère la plateforme de dématérialisation : <http://www.marches-publics.info/acheteur/sdis26/>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Les candidats sont réputés avoir pris connaissance des CGU de la plateforme de dématérialisation

7.2. Classement des fichiers

Les documents de candidatures et d'offres doivent être présentés dans des fichiers distincts.

7.3. Format des fichiers

Les formats compatibles que le pouvoir adjudicateur peut lire sont :

.zip, .xls, .xlsx, .doc, .docx, .pdf, .txt, .ppt, .pptx, .html, .odt, .ods, .odp

Les candidats sont invités à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", ...
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"....

Il est recommandé, pour le nommage des documents transmis, de ne pas utiliser d'accent, de symbole, et de les nommer en utilisant le moins de caractères possibles, ceci afin de ne pas perturber ou rendre impossible leur ouverture.

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 30 Mo.

7.4. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde au format papier ou physique électronique de leurs offres.

Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis pour être prise en compte.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé portant la mention suivante :

Dénomination sociale et adresse du candidat :

Objet de la consultation : **Fourniture de liaisons d'interconnexions et d'accès à Internet**

COPIE DE SAUVEGARDE

« Ouverture réservée au service destinataire »

La copie de sauvegarde doit être transmise à l'adresse suivante par pli recommandé avec accusé de réception :

Service départemental d'incendie et de secours de la Drôme

Groupe Administration et Finances

Service marché publics

235 Route de Montélier – BP 147

26 905 Valence CEDEX 9

Les copies de sauvegarde sont ouvertes dans les cas suivants :

- Les documents reçus renferment un "programme informatique malveillant", détecté par le pouvoir adjudicateur.
- Les documents ont été reçus de façon incomplète, hors délais, ou n'ont pas pu être ouverts, à condition que leur transmission ait commencé avant l'heure limite.

7.5. Présence de « programme informatique malveillant »

Les candidatures et les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'est envoyée ou que celle-ci est elle-même "infectée", les documents infectés sont considérés comme n'ayant jamais été reçu et le candidat concerné en est informé.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut décider d'appliquer l'article R. 2144-2 du code de la commande publique et de demander au candidat de procéder à un nouvel envoi des documents.

8. Jugement des candidatures et des offres

8.1. Candidature

Conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où les documents demandés au chapitre 6.2.1 du présent document ne seraient pas joints à la candidature, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les demander aux candidats.

Au-delà du délai fixé et à défaut de production des éléments manquants, la candidature sera jugée irrecevable (articles R 2144-1 à R 2144-7 du Code de la Commande Publique).

Ne sont pas admis, les candidats :

- En état de liquidation judiciaire ou dont la faillite personnelle a été prononcée,
- Qui ne sont pas en règle au regard des obligations fiscales et sociales,
- Qui ne sont pas en règle au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés de mutilés de guerre et assimilés.

L'analyse des candidatures est effectuée au regard des garanties et capacités techniques et financières ainsi qu'au regard des références professionnelles présentées par les candidats.

Il n'est pas prévu de limitation du nombre d'opérateurs économiques admis à concourir.

8.2. Offre

8.2.1. Méthode d'analyse

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse.

Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

La note pour chaque candidat, sur 100 points, est obtenue en sommant chacun des sous-critères avec une troncature à 2 chiffres après la virgule.

En cas d'égalité, les candidats sont départagés, par ordre de priorité, par :

- Le critère technique.
- Le critère prix.

8.2.2. Critères de notation des offres

Les offres sont classées en fonction des critères pondérés ci-dessous :

Critère	Poids
Note technique	70
Note de prix	30
TOTAL	100

Les paragraphes qui suivent présentent les méthodes de notation de chaque critère, détaillées dans la grille d'analyse des offres jointe à la consultation.

8.2.2.1. Méthode d'analyse du critère technique

La note du critère technique est décomposée en 3 sous-critères avec les poids suivants :

Sous-critère	Poids
Qualité des fonctionnalités et des services	40
Qualité des prestations de mise en œuvre	40
Qualité des prestations de maintenance et de suivi d'exécution	20
TOTAL	100

La valeur technique de l'offre est jugée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat, selon la méthode suivante :

- Chaque candidat dispose d'une note technique initiale correspondant à la somme des sous critères.
- La note technique maximale de 70 est ensuite attribuée au candidat disposant de la meilleure note initiale
- La note finale pour les autres offres est calculée ainsi :

$$Note = \frac{70 \times \text{Note technique de l'offre}}{\text{Note technique initiale de l'offre la mieux classée}}$$

8.2.2.2. Méthode d'analyse du critère prix

La note du critère prix est jugée au regard du détail quantitatif estimatif renseigné automatiquement sur la base des prix indiqués au bordereau des prix unitaires, selon la méthode suivante :

- La note maximale de 30 est attribuée au candidat dont l'offre est la moins onéreuse.
- La note pour les autres offres est calculée ainsi :

$$Note = \frac{30 \times \text{Prix de l'offre la moins disante}}{\text{Prix de l'offre}}$$

9. Renseignements complémentaires

En complément aux modalités classiques de déroulement de la consultation, les candidats peuvent formuler des demandes de renseignements complémentaires.

Celles-ci doivent parvenir au plus tard dix jours calendaires avant la date limite de réception des offres, par demande écrite directement sur la plateforme de dématérialisation : <http://www.marches-publics.info/acheteur/sdis26/>.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, dans un délai maximum de 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier.

Suite au dépôt de la réponse, une notification sera transmise à tous les candidats authentifiés qui auront retiré le dossier.

Aucune notification ne sera transmise aux candidats ayant retiré le dossier de manière anonyme.

10. Voies de recours

Les opérateurs économiques qui entendraient contester la décision du pouvoir adjudicateur devront présenter leur recours contentieux devant le **Tribunal Administratif de Grenoble**.

Tribunal administratif de Grenoble

2 Place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE Cedex

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 42 22 69

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr